



SOCIETE PORTUAIRE PORT DE BAYONNE
1 RUE DE DONZAC
64 100 BAYONNE

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
-
PLATEFORME EXTENSION BAYONNE MANUTENTION

ZONE PORTUAIRE DE TARNOS
144 route de la Barre
40220 TARNOS

PIECE N° 3.2

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

PLAN GENERAL DE COORDINATION

Financé
par



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission CSPS : Catégorie 2



Indice	Date	Modifications	Rédaction
0	10/01/2025	PGC du 10/01/2025	Aurelie PICAULT

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

1.1.1. Liste des intervenants

1.2. Liste des lots

1.2.1. Liste des lots

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sol

2.1.2. Etude de pollution

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

2.2.2. Réseaux enterrés

2.2.3. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

2.3. Ouvrages existants

2.3.1. Bâtiment existant

2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.4.1. Amiante

2.4.2. HAP

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

3.3.2. Branchement en électricité

3.3.3. Branchement d'assainissement

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

3.4.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation

3.4.3. Identification du personnel

3.4.4. Visites de chantier par des tiers.

3.4.5. Panneau de chantier

3.4.6. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

3.4.7. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

3.4.8. Signalisation de danger - Sortie de camions

3.4.9. Signalisation de danger - Autres

3.4.10. Base vie - Modalités d'organisation

3.4.11. Base vie - Définition des installations

3.4.12. Base vie - Entretien des installations

3.5. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.5.1. Voie piétonne

3.5.2. Nettoyage des voiries extérieures - Phase terrassements généraux

3.5.3. Nettoyage des voiries intérieures

3.6. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

3.6.1. Moyen d'alerte des secours

3.6.2. Consignes de sécurité

3.6.3. Sauveteurs secouristes du travail

3.6.4. Matériel de secours

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

- 4.1.1. Travaux de VRD
- 4.1.2. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement
- 4.1.3. Travaux de fondations
- 4.1.4. Travaux de gros-œuvre
- 4.1.5. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m
- 4.1.6. Utilisation de produits dangereux ou à risques
- 4.1.7. Travaux exposant à des radiations ionisantes
- 4.1.8. Prévention du risque incendie

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

- 5.1.1. Plan Général de Coordination
- 5.1.2. Désignation des entreprises
- 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers
- 5.1.5. Présence de personnel étranger
- 5.1.6. Inspection Commune
- 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé
- 5.1.8. Rôle du coordonnateur
- 5.1.9. Registre journal
- 5.1.10. Définition des personnes autorisées

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	SOCIETE PORTUAIRE PORT DE BAYONNE	1 Rue de Donzac 64100 BAYONNE
Assistant maître d'ouvrage	KEIMA INGENIERIE	200 chemin Alfaroa 64310 SAINT PEE SUR NIVELLE
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	7 Chemin de la Marouette Immeuble TOKI-LANA 64100 BAYONNE
Coordonnateur SPS suppléant	SOCOTEC	7 Chemin de la Marouette Immeuble TOKI-LANA 64100 BAYONNE

1.2. Liste des lots

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
1 - Traitement de la pollution et Voirie			
2 - Génie Civil			

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sol

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'ouvrage a confié une étude géotechnique préalable, du type G2 PRO V3 à la société OPTISOL GEOTECHNIQUE. L'étude est jointe au dossier de consultation des entreprises (Dossier n° 22RP712V)	Maître d'ouvrage
Les entreprises prendront connaissance des caractéristiques du sol et tiendront compte des contraintes constatées, pour toute installation d'engins ou de moyens de levage, ainsi que pour dimensionner la structure des voiries et plateformes provisoires du chantier.	1 - Traitement de la pollution et Voirie 2 - Génie Civil

2.1.2. Etude de pollution

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'ouvrage a confié une mission d'investigation de terrain en vue de détecter la pollution du sol aux sociétés ANTEA et APAVE entre 2010 et 2021, dans le cadre d'un projet d'extension de la société Bayonne Manutention située à l'est du site. En effet, ces études ont principalement montré la présence de pollutions métalliques liées à la présence de scories issues du crassier des anciennes forges de l'Adour.	Maître d'ouvrage Tous Corps d'état
<p>Chaque entreprise informera son personnel et celui de ses sous-traitants de la nature et de l'emplacement des terres impactées.</p> <p>Chaque entreprise procèdera à une analyse de risque sur la base de l'évaluation environnementale figurant au Marché, puis veillera au port effectif des EPI prévus dans son PPSPS.</p> <p>Une aire spécifique d'habillage et de déshabillage (formant sas, indépendante des cantonnements accessibles à tous), avec accès direct à la douche, poubelle spécifique, sera mise en œuvre dès le début de l'intervention.</p> <p>Les engins et camions seront nettoyés à chaque sortie du site. Toutes les bennes seront bâchées, avant sortie des camions hors de l'emprise du chantier.</p> <p>Toute anomalie constatée fera l'objet des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Information immédiate du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS ; - Balisage, bâchage éventuel et arrêt des travaux dans la zone concernée ; - Interdiction de la zone aux personnels et aux tiers. 	Tous Corps d'état

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage a établi une déclaration de projet de travaux auprès du guichet unique de déclaration (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr). Les entreprises devront préalablement à leur intervention établir une déclaration d'intention de commencement de travaux auprès du site.	Maître d'ouvrage Tous Corps d'état

2.2.2. Réseaux enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra analyser les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant, le cas échéant, les réponses aux demandes de mise hors tension, l'analyse des plans et les recommandations spécifiques à l'opération.	Tous Corps d'état
Présence de réseaux d'énergie traversant le terrain signalée par le maître d'ouvrage.	Tous Corps d'état
Avant le démarrage des travaux de terrassement, l'entreprise responsable du lot, s'assurera sur le site, de l'emplacement et de la nature des réseaux pouvant se trouver dans les zones à terrasser. Il matérialisera au préalable les réseaux existants.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

2.2.3. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

Dispositions prévues	A la charge de
En présence de réseaux sur site, Trois catégories de personnes doivent disposer d'une AIPR : - "concepteur" : salarié du maître d'ouvrage ou du maître d'oeuvre devant intervenir en préparation ou suivi des projets de travaux. - profil "encadrant" : salarié de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux. Pour tout chantier de travaux, au moins un salarié de l'exécutant de travaux doit être identifiable comme titulaire d'une AIPR «encadrant ». Cet encadrant doit être présent sur le chantier ou être en capacité de s'y rendre dans la demi-journée. - "opérateur" : salarié intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant que conducteur d'engin.	Tous Corps d'état

2.3. Ouvrages existants

2.3.1. Bâtiment existant

Dispositions prévues	A la charge de
L'emprise foncière est actuellement occupée par plusieurs bâtiments. Ces bâtiments seront conservés en l'état dans le cadre de l'opération. (Hors périmètre de la mission CSPS)	Tous Corps d'état

2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.4.1. Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage a fait établir un diagnostic en recherche d'amiante avant travaux par la société abc diagnostic . Rapport n° 24/IMO/27911 en date du 17/12/2024 . Ce rapport est joint au dossier de la consultation des entreprises. Le rapport a conclu en l'absence de matériaux contenant de l'amiante.	Tous Corps d'état

2.4.2. HAP

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage a fait établir un diagnostic en recherche d'HAP dans les enrobés avant travaux par la société abc diagnostic . Rapport n° 24/ IMO/27911 en date du 17/12/2024 . Ce rapport est joint au dossier de la consultation des entreprises.</p> <p>Conclusion du rapport : Il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir des HAP : après analyses, ils contiennent moins de 50mg/kg de HAP.</p>	<p>Tous Corps d'état</p>

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le planning de réalisation, à établir au démarrage de l'opération, fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état.</p> <p>Les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En limitant les programmations simultanées dans une même zone, - En organisant des interventions successives par zones, - En interdisant les travaux superposés, sans mesures spécifiques de protection et d'organisation, - En facilitant les interventions en matière de flux (matériel, matériaux), - En faisant apparaître l'utilisation des moyens communs (stade de mise en œuvre planifiés). 	Maître d'œuvre

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le maître d'œuvre établira un plan guide d'installation de chantier qui fera apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les délimitations de l'opération, * Les voies d'accès au chantier ainsi que les voies provisoires de circulation internes avec leur gabarit envisagé. * L'emplacement des zones de stockage envisagées, * L'emplacement, l'emprise au sol des zones réservées aux installations de chantier. * L'emplacement des points de raccordement en électricité, téléphone, eau potable et assainissement, * L'emplacement envisagé des grues, * L'emplacement de la zone réservée à la livraison, au déchargement et au chargement des véhicules du chantier, * Les cheminements des piétons (public ou personnel du chantier), y compris ceux éventuellement déviés, * L'emplacement des zones de tri des déchets, 	Maître d'œuvre

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les réseaux et branchements doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.3.2. Branchement en électricité

Dispositions prévues	A la charge de
Branchement provisoire électrique de chantier comprenant : La fourniture et pose d'une armoire de comptage et de distribution conforme à la réglementation. Raccordement à l'emplacement désigné par les concessionnaires.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.3.3. Branchement d'assainissement

Dispositions prévues	A la charge de
Utilisation du branchement d'assainissement existant. L'entreprise fera la demande de raccordement auprès des concessionnaires pendant la période de préparation.	1 - Traitement de la pollution et Voirie
En cas d'impossibilité de disposer du branchement d'assainissement définitif, ou d'un point de raccordement: Mise en place, par l'entreprise, d'une fosse toutes eaux pour le branchement des installations sanitaires de chantier. L'entreprise assurera l'entretien et la vidange de la fosse pendant toute la durée des travaux.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.	1 - Traitement de la pollution et Voirie
Sur ce plan figureront notamment: L'implantation des clôtures délimitant les contours de l'opération La délimitation des zones rouge, orange, vertes (selon le document TC 83 de l'INRS) Les accès et sorties du chantier, La zone des cantonnements et bureaux de chantier, Les voies de circulation, Les zones de stationnement, Les zones de stockage, L'implantation des armoires de distribution électrique, Les points d'eau, La zone pour les bennes à déchets.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.4.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
Une clôture assurera l'indépendance du chantier pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle sera installée dès le démarrage des travaux et complètera les clôtures existantes le cas échéant. Elle sera constituée par des panneaux métalliques pleins, d'une hauteur de 2,00m, fixés sur des plots béton et reliés entre eux, par des connecteurs. L'entreprise devra la maintenance et l'adaptation des clôtures pendant toute la durée de l'opération.	1 - Traitement de la pollution et Voirie
Une clôture assurera l'indépendance de la base de vie pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle sera constituée par des panneaux métalliques grillagés, d'une hauteur de 2,00m, fixés sur des plots béton. L'entreprise devra la maintenance et l'adaptation des clôtures pendant toute la durée de l'opération.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

Dispositions prévues	A la charge de
La clôture sera soit éclairée, soit équipée d'un dispositif réfléchissant, en cas d'emprise sur le domaine public.	1 - Traitement de la pollution et Voirie
Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée du chantier. Au départ de l'entreprise responsable de la mise en place des clôtures, le maître d'œuvre transfèrera leur entretien à un autre lot.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.4.3. Identification du personnel

Dispositions prévues	A la charge de
En application des dispositions réglementaires, tout salarié des entreprises titulaires et sous-traitantes, amené à travailler sur le chantier, quelle que soit la nature et/ou la durée de son contrat, devront être porteur de la carte d'identité professionnelle du BTP.	Tous Corps d'état
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.	Tous Corps d'état

3.4.4. Visites de chantier par des tiers.

Dispositions prévues	A la charge de
Les visites de chantier par des tiers se feront après un accord préalable du maître d'Ouvrage. Les visites seront guidées par un représentant du maître d'ouvrage.	Tous Corps d'état

3.4.5. Panneau de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la fourniture, la pose et le repli en fin de chantier, d'un panneau d'information. Comportant les noms et coordonnées des entreprises y compris sous-traitantes. L'entreprise devra la mise à jour régulière des informations portées sur le panneau.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.4.6. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

Dispositions prévues	A la charge de
Zones extérieures aux emprises clôturées: Mise en place, à l'entrée de chaque zone interdite d'accès au public dès le démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.4.7. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Afin d'orienter les véhicules accédant ou circulant sur site mise place d'un fléchage de circulation. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.4.8. Signalisation de danger - Sortie de camions

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place de panneaux routiers, en amont du chantier sur la voie d'accès. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.4.9. Signalisation de danger - Autres

Dispositions prévues	A la charge de
Au-droit des zones à risques de part et d'autre des zones à risques, mise en place de panneaux de signalisation du danger et d'interdiction de stockage à proximité. En cas de distance de sécurité à respecter par rapport aux réseaux, celle-ci sera identifiée par panneau. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.4.10. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: Les Installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	1 - Traitement de la pollution et Voirie
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: La mise en place se fera pendant la période de préparation du chantier. L'entreprise devra les raccorder aux installations, d'électricité, eau et assainissement.	1 - Traitement de la pollution et Voirie
L'entreprise devra l'adaptation des installations communes pendant toute la durée de l'opération. A savoir: Déplacement de la base de vie, suivant les nécessités des travaux, adaptation du dimensionnement en fonction de l'évolution des effectifs des personnels. Les équipements seront prévus pour recevoir du personnel féminin si nécessaire.	1 - Traitement de la pollution et Voirie
Les cantonnements seront implantés, de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.4.11. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Extrait TC 83 de l'INRS : "Au point de passage du personnel entre zone rouge et zone verte, il est nécessaire de prévoir une zone de vestiaires conçue de la façon suivante : vestiaire « sale » pour l'abandon des (sur)vêtements de travail et autres équipements individuels (masques, gants, etc.), un bloc sanitaire avec douches, lavabos, cabinets d'aisance, un vestiaire propre. Cette zone devra également être équipée de façon à permettre un entretien des équipements (notamment de protection individuelle) mis à la disposition des travailleurs. Cet équipement devrait comprendre au minimum autour d'un point d'eau : un lave-bottes, des brosses, des essuie-mains en papier, des détergents." Vestiaires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés, et rafraîchis, aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.	1 - Traitement de la pollution et Voirie
Sanitaires de la Base de vie : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront, équipés a minima, d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche et d'un point d'eau à température réglable pour 10 personnes.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

Dispositions prévues	A la charge de
Réfectoires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur.	1 - Traitement de la pollution et Voirie
Salle de réunion : Bungalow éclairé naturellement, artificiellement, et chauffé. Bungalow, équipé de tables et de sièges correspondant au nombre d'intervenant encadrant le chantier.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.4.12. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien des installations sanitaires, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire du bureau des bureaux et salle de réunion. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.5. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.5.1. Voie piétonne

Dispositions prévues	A la charge de
Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport, nivelés, pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes. Les cheminements « pieds propres » seront aménagés jusqu'aux installations de cantonnements et des entrées du bâtiment et seront entretenus autant que de besoin.	1 - Traitement de la pollution et Voirie
Dans les zones de circulation piétonnes, des passerelles de franchissement sécurisées seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles.	1 - Traitement de la pollution et Voirie
Les zones de cheminements piétons devront être différenciées de celles des engins ou camions par une matérialisation physique.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.5.2. Nettoyage des voiries extérieures - Phase terrassements généraux

Dispositions prévues	A la charge de
A chaque sortie du chantier, sur les voiries publiques, il sera installé une station de lavage des roues de véhicules. Ce poste comprendra un point d'eau et un dispositif de récupération des boues et eaux sales.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

3.5.3. Nettoyage des voiries intérieures

Dispositions prévues	A la charge de
Extrait TC 83 de l'INRS : " il est [...] nécessaire de prévoir une zone de décontamination du matériel au point de passage des engins (principalement des camions) pour éviter que la pollution du site ne soit transportée de façon incontrôlée dans l'environnement extérieur. L'accès à cette zone est limitée aux opérateurs qui y sont employés. Ils doivent être équipés des équipements de protection individuelle prévus pour le travail dans cette zone.	Tous Corps d'état

3.6. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

3.6.1. *Moyen d'alerte des secours*

Dispositions prévues	A la charge de
Les numéros de téléphone d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.	Tous Corps d'état

3.6.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DDETS), l'OPPBTP et le coordonnateur sécurité.</p> <p><u>Les salariés à secourir ont été exposés à des substances chimiques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - un non-secouriste doit SE PROTÉGER, PROTÉGER la victime et ALERTE. - un secouriste doit SE PROTÉGER, PROTÉGER la victime, ALERTE et SECOURIR. <ul style="list-style-type: none"> • SE PROTÉGER • PROTEGER <ul style="list-style-type: none"> - Mettre les salariés à l'abri des toxiques. - Prendre garde à la contamination secondaire : toute l'équipe médicale doit porter des vêtements de protection (gants, combinaisons, équipement respiratoire). <ul style="list-style-type: none"> • ALERTE <ul style="list-style-type: none"> - Contacter les pompiers (18) ou le SAMU (15). <p>S'il y a des victimes il faut appeler le 15, celui-ci se mettra en contact avec le 18 pour du renfort humain et matériel ;</p> <p>Il est possible d'appeler le 15 ou le 18 avec son téléphone portable.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il faut renseigner les secours sur : - l'adresse précise (ville, rue, numéro, etc.) ; - la/les victimes (l'âge, le poids, la taille) ; - le nombre de victimes ; - la gravité (victimes inconscientes, difficultés respiratoires, brûlures, etc.) ; - la dénomination du (ou des) toxiques à l'origine de l'intoxication* (si possible) ; - l'heure de l'accident et le temps de l'exposition ; - les circonstances de l'accident. <p>La liste des centres antipoison et de toxicovigilance sur le site http://www.centres-antipoison.net</p> <p>Les centres antipoison sont des centres d'information sur les risques toxiques de tous les produits existants, médicamenteux, industriels et naturels.</p> <ul style="list-style-type: none"> • SECOURIR <p>En cas de contact avec la peau ou les yeux : Retirer les vêtements souillés de haut en bas sous la douche, sauf en cas de brûlures, puis les mettre dans des sacs scellés.</p> <p>Laver soigneusement la peau à l'eau savonneuse et la rincer pendant au moins 15 minutes.</p> <p>Si les yeux ont été exposés à des acides, des bases ou des produits chimiques : rincer soigneusement les yeux sous l'eau pendant au moins 15 minutes (ne pas ôter les lentilles).</p> <p>Si une gêne persiste : réaliser un examen ophtalmologique (appeler au besoin le 15 pour des conseils médicaux, adresses des urgences ophtalmologiques, recherches de transport par ambulance privée).</p> <p>Effectuer la décontamination dans une zone bien ventilée.</p> <p>Attention : cette décontamination doit se faire avant que le salarié ne rentre dans l'hôpital.</p> <p>En cas d'ingestion : Ne pas faire boire. Ne pas faire vomir.</p> <p>En cas d'inhalation : Si le toxique est un gaz : les salariés doivent être exposés à l'air pur et/ou être mis sous oxygène à haut débit (par l'équipe de secours).</p> <p>En cas de difficultés respiratoires : mettre la victime en position semi-assise.</p>	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
Lors de la préparation d'un chantier en sols pollués, il est nécessaire de prévoir une présentation du chantier aux équipes d'urgence du secteur (pompiers et SAMU). Les services d'urgence doivent être avisés des toxiques présents sur le chantier ; ainsi, ils pourront préparer leurs conduites à tenir en cas d'accident sur le site, notamment le mode de protection du personnel d'intervention et l'activation de la chaîne de décontamination.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre

3.6.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	Tous Corps d'état

3.6.4. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel. Le contenu devra être en adéquation avec les risques identifiés (contenu à réaliser avec la collaboration de la médecine du travail)	Tous Corps d'état

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

4.1.1. Travaux de VRD

Dispositions prévues	A la charge de
La protection collective sera assurée par le balisage des fouilles devant rester ouvertes en attente du remblaiement.	1 - Traitement de la pollution et Voirie

4.1.2. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les fouilles en tranchées de plus de 1,3 m de profondeur seront protégées soit par la réalisation de pente de talus appropriée soit par un terrassement en escalier soit par la mise en place d'un blindage.	1 - Traitement de la pollution et Voirie 2 - Génie Civil

4.1.3. Travaux de fondations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise détaillera, dans une note de méthodologie, les modalités d'exécution et les mesures de sécurité qu'elle envisage de mettre en place. Cette note méthodologique sera annexée au PPSPS de l'entreprise et sera validée par le bureau de contrôle. Elle veillera en particulier à détailler les modalités suivantes: * Les moyens d'intervention mécaniques avec leur positionnement. * Les mesures de protections collectives, notamment en partie supérieure de la paroi. * Les moyens de pompage ou d'évacuation des eaux de ruissellement si nécessaire. * Les dispositifs de renfort et d'étalement provisoire à installer sur les ouvrages existants mitoyens (dispositif d'étréillon des baies etc).	2 - Génie Civil
Toutes les fouilles en cours de réalisation ou laissées en attente seront balisées par du grillage et des panneaux de clôture pour les fouilles profondes.	1 - Traitement de la pollution et Voirie 2 - Génie Civil
Toutes les fouilles de plus de 1,30m de profondeur seront blindées.	2 - Génie Civil 1 - Traitement de la pollution et Voirie
Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses. Les têtes de pieux, seront soit ensevelies avec du tout-venant de la plate-forme, soit balisées pour protection des aciers en attente.	1 - Traitement de la pollution et Voirie 2 - Génie Civil

4.1.4. Travaux de gros-œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Les coffrages horizontaux seront équipés d'une protection collective contre les chutes de hauteur, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en rive de coffrage.	2 - Génie Civil

4.1.5. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m

Dispositions prévues	A la charge de
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'œuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	Tous Corps d'état
Préalablement à l'installation de la grue, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS un plan faisant apparaître, l'implantation de la grue, la zone de levage neutralisée au sol par balisage, ainsi que les caractéristiques de l'engin mis en place.	Tous Corps d'état

4.1.6. Utilisation de produits dangereux ou à risques

Dispositions prévues	A la charge de
L'utilisation de produits dangereux ou à risques doit obligatoirement être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur pour prendre les mesures de prévention adaptées.	Tous Corps d'état
Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit. L'entreprise devra indiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les dispositions de prévention et d'organisation, prévues par l'entreprise dans le cadre de la gestion des risques de coactivité.	Tous Corps d'état

4.1.7. Travaux exposant à des radiations ionisantes

Dispositions prévues	A la charge de
En complément, peuvent être proposés des équipements de protection individuelle afin de limiter : les risques de contaminations (masque respiratoire, gants, sur bottes, tenue ventilée, etc), l'exposition externe (tabliers plomb ou équivalent plomb, cache-thyroïde, lunette, etc). Ces mesures techniques doivent être accompagnées de mesures organisationnelles.	Tous Corps d'état
<p>Mesures organisationnelles de prévention des risques liés aux rayonnements ionisants.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désignation d'une personne compétente. - Respect des limites réglementaires. - Information, formation et classement du personnel. - Définition et signalisation de zones de travail dites zones contrôlées ou zones surveillées. - Signalisation des sources. - Suivi dosimétrique individuel pour les travailleurs appelés à intervenir en milieu ionisant, fondé sur la dosimétrie passive (différée) et, le cas échéant, opérationnelle (en temps réel). - Surveillance médicale des personnes potentiellement exposées et contrôle des expositions par dosimétrie externe et interne. - Contrôle d'ambiance, des sources, des dispositifs de protection et d'alarme ainsi que des appareils de mesure. - Maîtrise des rejets dans l'environnement. Traçabilité complète des matières radioactives et traitement des déchets. 	Tous Corps d'état

4.1.8. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasage, disqueuse, etc) le poste de travail devra être équipé d'un moyen d'extinction, adapté au risque et à l'environnement.	Tous Corps d'état

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

5.1.1. Plan Général de Coordination

Le maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.

5.1.2. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, nom de l'interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.

5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.

5.1.5. Présence de personnel étranger

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

5.1.6. Inspection Commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPS sur le chantier.

5.1.8. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

5.1.9. Registre journal

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.

5.1.10. Définition des personnes autorisées

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Aurelie PICAULT	Tél : 0621627669 Email : aurelie.picault@socotec.com
Etabli le : 10/01/2025	

Partie à remplir par le CSPS:

Adresse chantier: 40220 144 Route de la Barre TARNOS	
Contraintes horaires de livraisons :	Horaires :
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS) A PRECISER	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) :	

Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :
Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :

Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

Projet de Plan d'installation de chantier avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)